

CONSTRUCTION DE DÉFENSE CANADA

RAPPORT FINANCIER DU TROISIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2018-2019

CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

**Rapport de gestion
et états financiers intermédiaires
résumés non audités**



Construction de Défense Canada
Défense Construction Canada

Canada

TABLE DES MATIÈRES

Rapport de gestion	1
1.0 Importance relative	1
2.0 Profil de la Société	1
3.0 Indicateurs du rendement opérationnel	2
4.0 Gestion des risques	3
5.0 Résultats financiers	3
États financiers intermédiaires résumés non audités	14

RAPPORT DE GESTION

Le présent rapport de gestion présente les résultats financiers et changements opérationnels pour le troisième trimestre clos le 31 décembre 2018 de Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC »). Il doit être lu en parallèle avec les états financiers intermédiaires résumés non audités pour le trimestre clos le 31 décembre 2018. Présentés en dollars canadiens, ces états financiers ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Nous recommandons également de lire ces informations à la lumière des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018 et du rapport de gestion s'y rapportant (le « *Rapport annuel 2017-2018* »). Les résultats financiers présentés ici sont arrondis au millier le plus près, et les pourcentages s'y rapportant sont fondés sur des montants arrondis au millier le plus près. La direction de CDC est responsable de l'information présentée dans les états financiers intermédiaires résumés non audités ainsi que dans son rapport de gestion.

1.0 IMPORTANCE RELATIVE

Au moment de déterminer les informations à fournir dans le rapport de gestion, la direction applique le principe de l'importance relative. Selon ce principe, la direction considère des renseignements comme importants lorsqu'elle juge que leur omission ou leur inexactitude serait susceptible d'influer sur les décisions que prennent les utilisateurs en se fondant sur les informations financières.

2.0 PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Construction de défense (1951) Limitée, communément appelée Construction de Défense Canada ou CDC, est une société d'État qui offre des services novateurs et économiques de passation des marchés, de construction, de gestion de marchés, d'infrastructure, d'environnement et de soutien des infrastructures tout au long de leur cycle de vie, en réponse aux besoins de défense du Canada. La Société compte deux grands clients-partenaires, en l'occurrence le groupe Infrastructure et environnement (IE) du ministère de la Défense nationale (MDN) et le Centre de la sécurité des télécommunications (CST). La Société fournit également des services à Services partagés Canada (SPC) visant l'agrandissement du centre des données électroniques à la Base des Forces canadiennes (BFC) Borden.

De la planification des besoins de projets au déclassement d'installations, les activités de CDC recouvrent un large éventail. Les ressources de CDC se ventilent selon les cinq secteurs de service suivants.

SERVICES DES MARCHÉS

L'équipe des Services des marchés supervise l'obtention de biens, de services professionnels et de services de construction et d'entretien en réponse aux besoins du Canada en matière d'infrastructures de défense, tant au pays qu'à l'étranger.

SERVICES DE GESTION DES MARCHÉS

L'équipe des Services de gestion des marchés participe à l'édification, à la rénovation et à l'entretien d'installations dans le cadre du programme IE du MDN.

SERVICES ENVIRONNEMENTAUX

L'équipe des Services environnementaux aide le MDN à atteindre ses objectifs en matière d'environnement, à se conformer aux exigences de la réglementation et à gérer les contrôles diligents et les risques.

SERVICES DE GESTION DES PROJETS ET DES PROGRAMMES

L'équipe des Services de gestion des projets et des programmes offre des conseils quant aux besoins en matière d'infrastructures, de planification de programmes et de contrôle des calendriers et des documents.

SERVICES DE GESTION DES BIENS IMMOBILIERS

De la planification des besoins au déclassement d'installations, l'équipe des Services de gestion des biens immobiliers assure le bon fonctionnement des infrastructures du MDN.

3.0 INDICATEURS DU RENDEMENT OPÉRATIONNEL

3.1 TAUX D'UTILISATION

Le taux d'utilisation correspond au nombre d'heures consacrées directement à la prestation de services et pouvant être facturées aux clients-partenaires, plutôt qu'à des fonctions administratives qui sont considérées comme du soutien auxiliaire. Ce taux est un grand indicateur d'efficacité et de productivité, et un précieux outil de gestion financière. Plus le taux d'utilisation est élevé, plus cela indique que les ressources de CDC sont bien employées dans le cadre d'activités génératrices de produits, et qu'elles servent moins à des fonctions administratives auxiliaires. CDC vise un taux d'utilisation de 70 %.

Pour le troisième trimestre de 2018-2019, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 72,4 %, en baisse par rapport aux 73,3 % de la période correspondante de 2017-2018. Ce recul s'explique par un taux d'utilisation plus élevé de vacances au troisième trimestre par rapport à un an plus tôt.

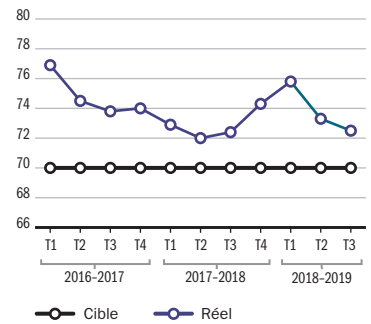
Pour l'exercice 2018-2019 à ce jour, le taux d'utilisation de la Société s'établit à 72,9 %, en hausse par rapport aux 72,3 % de la période correspondante de 2017-2018. Cette hausse s'explique par le fait que le MDN avait planifié ses activités d'approvisionnement au quatrième trimestre de 2017-2018 afin que les projets soient prêts à mettre en œuvre au premier semestre de 2018-2019.

3.2 RATIO DES CHARGES DE PERFECTIONNEMENT À LA MASSE SALARIALE

Le maintien d'un effectif qualifié et professionnel est l'un des principaux objectifs de la Société. CDC s'est fixé, pour 2018-2019, l'objectif global de consacrer 4 % de sa masse salariale de base annuelle à la formation et au perfectionnement. Cet objectif comprend tous les coûts associés aux activités de formation et de perfectionnement, dont les coûts internes liés au personnel et les coûts externes liés à des tiers.

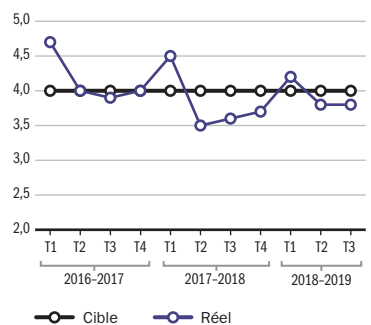
Taux d'utilisation

(Pourcentage d'heures consacrées par le personnel à des travaux facturables — cumul de l'exercice à ce jour)



Ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale

(cumul de l'exercice à ce jour en pourcentage)



Pour le troisième trimestre de 2018-2019, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,8 %, ainsi que la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice 2018-2019, le ratio des charges de perfectionnement à la masse salariale s'établit à 3,8 %, en hausse par rapport à 3,6 % pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces hausses s'expliquent par les variations du calendrier de formation par rapport à un an plus tôt.

4.0 GESTION DES RISQUES

Il n'y a pas eu de variation notable sur le plan des risques encourus par la Société, tels que la direction les a définis sous la rubrique 5.0, « Gestion des risques », du rapport de gestion du *Rapport annuel 2017-2018* de CDC.

5.0 RÉSULTATS FINANCIERS

5.1 MODE DE PRÉSENTATION

La Société a préparé le présent rapport intermédiaire conformément aux dispositions de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Selon cette loi, toutes les sociétés d'État fédérales doivent préparer et publier un rapport dans les 60 jours suivant la clôture de chaque trimestre financier.

Ce rapport financier intermédiaire a été préparé conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* ainsi qu'à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada.

Dans l'analyse qui suit, toutes les mentions du troisième trimestre renvoient au trimestre clos le 31 décembre 2018; toute mention du cumul de l'exercice renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2018. Toute mention du troisième trimestre de l'exercice précédent renvoie au trimestre clos le 31 décembre 2017. Toute mention du cumul de l'exercice précédent renvoie à la période de neuf mois close le 31 décembre 2017. Toute mention de la clôture de l'exercice précédent renvoie au 31 mars 2018.

5.2 PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

Les produits tirés des services facturés pour toutes les activités combinées se chiffrent à 28,1 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 3,5 millions de dollars, soit environ 14 %, par rapport à l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les produits des services facturés s'élèvent à 82,6 millions de dollars, en hausse de 9,3 millions de dollars, soit environ 13 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées au troisième trimestre et pour l'exercice à ce jour sont attribuables à la majoration de 4,5 % des taux de facturation pour tous les secteurs de services par rapport à l'exercice précédent et à la demande accrue de services de la part du MDN.

GESTION DES MARCHÉS

Les produits tirés de la gestion des marchés ont augmenté de 13 % au troisième trimestre et de 9 % pour le cumul de l'exercice par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses du troisième trimestre et de l'exercice à ce jour témoignent de la majoration des taux de facturation et de l'accroissement de la demande de la part des clients-partenaires. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PLANIFICATION DE PROJETS

Les produits tirés de la planification des projets ont progressé de 19 % pour le troisième trimestre et de 19 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les hausses enregistrées pour le troisième trimestre et le cumul de l'exercice sont attribuables à des taux de facturation majorés et à une demande accrue du MDN pour ce service.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE BIENS IMMOBILIERS

Les produits tirés du soutien technique en matière de biens immobiliers ont augmenté de 10 % au troisième trimestre et de 15 % pour l'exercice à ce jour par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations pour le troisième trimestre et le cumul de l'exercice s'expliquent par la majoration des taux de facturation et l'augmentation de la demande du MDN pour cette activité.

APPROVISIONNEMENT

Les produits tirés des services d'approvisionnement ont augmenté de 21 % au troisième trimestre et de 23 % au cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations pour le troisième trimestre et l'exercice à ce jour découlent de la majoration des taux de facturation et de la hausse de la demande du MDN.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION

Les produits tirés du soutien technique en matière de construction ont augmenté de 9 % au troisième trimestre et de 5 % au cumul de l'exercice, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations tiennent aux taux de facturation majorés, la demande pour ce service ayant été analogue à celle de l'exercice précédent.

SOUTIEN TECHNIQUE EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT

Les produits tirés du soutien technique en matière d'environnement ont augmenté de 9 % au troisième trimestre et de 5 % pour l'exercice à ce jour, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ces augmentations sont attribuables à des taux de facturation plus élevés, étant donné que la demande du MDN pour ce service a été légèrement inférieure à celle de l'exercice précédent. Les fluctuations du programme du MDN se répercutent directement sur les produits que génère ce secteur d'activité.

PRODUITS, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Gestion des marchés	12 578 \$	11 165 \$	1 413	13 %	36 568 \$	33 444 \$	3 124	9 %
Planification de projets	7 502	6 284	1 218	19 %	22 028	18 471	3 557	19 %
Soutien technique en matière de biens immobiliers	2 307	2 090	217	10 %	7 203	6 275	928	15 %
Approvisionnement	2 123	1 751	372	21 %	6 312	5 139	1 173	23 %
Soutien technique en matière de construction	1 959	1 791	168	9 %	5 830	5 546	284	5 %
Soutien technique en matière d'environnement	1 642	1 510	132	9 %	4 636	4 419	217	5 %
	28 111 \$	24 591 \$	3 520	14 %	82 577 \$	73 294 \$	9 283	13 %

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

Les frais de déplacement et décaissements recouverts représentent les montants que le MDN a remboursés à la Société relativement aux frais de déplacement et décaissements qu'elle a engagés dans le cadre de travaux exécutés pour le compte de ce dernier. Les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 991 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 51 000 \$, ou environ 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Au cumul de l'exercice, les recouvrements de frais de déplacement et de décaissements totalisent 2,8 millions de dollars, en hausse de 1,1 million de dollars, ou environ 60 %, par rapport à l'exercice précédent. Ces variations sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements recouverts	991 \$	940 \$	51	5 %	2 833 \$	1 768 \$	1 065	60 %

PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers, qui sont dégagés des placements de la Société et du solde moyen de son compte bancaire, ont augmenté de 11 000 \$, ou 8 %, au troisième trimestre, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est principalement attribuable à des taux d'intérêt plus élevés sur le solde du compte bancaire par rapport à il y a un an.

Pour l'exercice à ce jour, les produits financiers ont diminué de 3 000 \$, ou 1 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette diminution est principalement attribuable à la variation de la nature des placements. À mesure que des obligations sont arrivées à échéance, la Société en a réinvesti les fonds dans des certificats de placement garanti, qui sont des placements à moins long terme que les obligations et qui rapportent moins d'intérêts, afin de répondre à ses besoins de trésorerie prévus pour les prochaines années.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Produits financiers	151 \$	140 \$	11	8 %	451 \$	454 \$	(3)	-1 %

5.3 CHARGES

SALAIRES ET CHARGES SOCIALES

Les salaires ont totalisé 21,9 millions de dollars au troisième trimestre, en hausse de 1,7 million de dollars, ou environ 8 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. L'effectif en équivalents temps plein (ETP) a augmenté d'environ 4,7 %, ou 43 ETP, par rapport à la clôture de l'exercice précédent. Le taux salarial a augmenté de 3,3 % par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, traduisant en cela une hausse de 1,5 % du coût de la vie et une majoration de 1,8 % des salaires liée au rendement.

Pour l'exercice à ce jour, les salaires totalisent 61,3 millions de dollars, soit une hausse de 3,3 millions de dollars ou d'environ 6 %. Cette hausse traduit les majorations de 3,25 % des salaires liées au coût de la vie et au rendement ainsi qu'une augmentation de l'effectif.

Les charges sociales totalisent 5,4 millions de dollars pour le troisième trimestre, en hausse de 974 000 \$, ou d'environ 22 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation du coût des prestations d'assurance-maladie complémentaire, qui ont été majorées à leur renouvellement vers la fin de 2017-2018. L'augmentation de ces coûts a également fait monter les charges à payer au titre des avantages sociaux futurs. Au troisième trimestre, les charges sociales exprimées en pourcentage de la masse salariale ont été à peu près égales à celles de l'exercice précédent.

Pour le cumul de l'exercice, les charges sociales totalisent 16 millions de dollars, en hausse de 1,9 million de dollars, ou environ 14 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse tient surtout à l'augmentation du coût des prestations d'assurance-maladie complémentaire, qui ont été majorées à leur renouvellement vers la fin de 2017-2018.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
(en milliers de dollars)								
Salaires	21 862 \$	20 177 \$	1 685	8 %	61 321 \$	57 989 \$	3 332	6 %
Charges sociales	5 370	4 396	974	22 %	15 985	14 072	1 913	14 %
	27 232 \$	24 573 \$	2 659	11 %	77 306 \$	72 061 \$	5 245	7 %
Charges sociales en pourcentage de la masse salariale	25 %	22 %			26 %	24 %		

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les charges opérationnelles et frais d'administration s'établissent à 2,5 millions de dollars pour le troisième trimestre de 2018-2019, en hausse de 344 000 \$, ou 16 %, par rapport au troisième trimestre de 2017-2018. Pour l'exercice à ce jour, les charges opérationnelles et frais d'administration ont diminué de 24 000 \$, soit environ 0 %. Les principales variations sont indiquées dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Entretien des logiciels	497 \$	218 \$	279	128 %	1 176 \$	1 095 \$	81	7 %	Les augmentations pour les deux périodes sont dues au renouvellement des contrats d'entretien de logiciels de productivité.
Loyers	482	492	(10)	-2 %	1 365	1 404	(39)	-3 %	Les diminutions pour les deux périodes sont attribuables aux remboursements du bailleur liés à la révision des impôts fonciers pour l'exercice en cours et les exercices précédents.
Honoraires professionnels	341	395	(54)	-14 %	742	900	(158)	-18 %	Les diminutions pour les deux périodes sont principalement dues à la baisse des coûts des services de TI.
Formation et perfectionnement	313	300	13	4 %	864	775	89	11 %	Les augmentations pour les deux périodes sont liées au calendrier de formation et de perfectionnement.
Téléphonie et communications	224	226	(2)	-1 %	597	683	(86)	-13 %	Les baisses pour les deux périodes tiennent surtout à un remboursement au titre de services passés reçu pendant la période écoulée et à la renégociation à la baisse de frais de télécommunications.
Déplacements professionnels	178	171	7	4 %	416	375	41	11 %	Les hausses pour les deux périodes tiennent aux moments auxquels les déplacements ont été effectués.
Services, fournitures et matériel de bureau	70	65	5	8 %	184	199	(15)	-8 %	La hausse au troisième trimestre est liée aux moments auxquels ces frais ont été engagés. Les diminutions au cumul de l'exercice s'expliquent par la baisse des besoins par rapport à l'exercice précédent.
Hébergement	66	58	8	14 %	148	132	16	12 %	Les hausses pour les deux périodes sont attribuables au calendrier des réunions internes qui ont nécessité des hébergements.
Service client et communications	55	37	18	49 %	115	136	(21)	-15 %	Les variations pour les deux périodes sont liées au calendrier des activités de communication.
Mobilier et agencements	46	29	17	59 %	94	65	29	45 %	périodes sont attribuables à l'augmentation des achats de matériel ergonomique ou sécuritaire.

CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION (suite)

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation		Analyse de la variation
			\$	%			\$	%	
Réinstallation d'employés	41	35	6	17 %	95	138	(43)	-31 %	Les variations pour les deux périodes sont dues au calendrier de réinstallation d'employés.
Services infonuagiques	36	–	36	100 %	62	–	62	100 %	Les hausses pour les deux périodes sont dues au fait que, depuis le deuxième trimestre, CDC comptabilise séparément l'infonuagique et l'entretien des logiciels.
Location de matériel	28	10	18	180 %	60	(2)	62	-3 100 %	Les hausses pour les deux périodes sont dues au fait qu'au cours de l'exercice, CDC a commencé à louer les appareils informatiques personnels au lieu de les acheter et d'en inscrire le coût à l'actif.
Impression et papeterie	21	33	(12)	-36 %	58	63	(5)	-8 %	Les diminutions pour les deux périodes sont dues à un moins grand usage de l'impression et à la baisse des achats de papeterie au troisième trimestre.
Logiciels	19	15	4	27 %	56	46	10	22 %	Les hausses pour les deux périodes sont dues à l'augmentation des achats de logiciels de bureautique à un montant inférieur au seuil d'inscription à l'actif.
Abonnements et adhésions	18	5	13	260 %	48	35	13	37 %	Les hausses pour les deux périodes sont attribuables à l'échéancier des abonnements et adhésions.
Matériel informatique	15	25	(10)	-40 %	49	103	(54)	-52 %	Les baisses pour les deux périodes sont dues au fait que CDC a acheté moins de matériel par suite de l'adoption d'un programme de location d'ordinateurs.
Affranchissement et transport de marchandises	6	8	(2)	-25 %	21	22	(1)	-5 %	Les variations sont négligeables.
Recrutement	4	3	1	33 %	37	13	24	185 %	Les augmentations pour les deux périodes sont attribuables à une demande plus élevée pour ce service.
Autres	14	5	9	180 %	33	14	19	136 %	Les augmentations pour les deux périodes tiennent à l'augmentation des frais bancaires et des frais liés à la cession d'immobilisations corporelles.
	2 474 \$	2 130 \$	344	16 %	6 220 \$	6 196 \$	24	0 %	

FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS

Les frais de déplacement et décaissements sont les charges engagées par la Société pour des déplacements et d'autres décaissements liés aux travaux réalisés pour le MDM. Les frais de déplacement et décaissements totalisent 991 000 \$ pour le troisième trimestre, en hausse de 51 000 \$, ou environ 5 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour l'exercice à ce jour, les frais de déplacement et décaissements totalisent 2,8 millions de dollars, en hausse de 1,1 million de dollars, ou environ 60 %, par rapport à un an plus tôt. Ces variations

sont liées au moment où les frais de déplacement et autres décaissements ont été engagés par la Société en lien avec des travaux exécutés pour le compte du MDN.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Frais de déplacement et décaissements	991 \$	940 \$	51	5 %	2 833 \$	1 768 \$	1 065	60 %

DOTATION AUX AMORTISSEMENTS

La dotation aux amortissements a diminué de 19 %, ou 62 000 \$, au troisième trimestre, et de 11 %, ou 107 000 \$, pour l'exercice à ce jour comparativement à un an plus tôt. La baisse de l'amortissement des immobilisations corporelles est due au fait que la Société a adopté, pour ses appareils informatiques, un modèle de location qui a permis de réduire les dépenses d'investissement pour ce type de biens. La baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles est liée au fait que, désormais, la Société privilégie les logiciels à la demande plutôt que les acquisitions de matériel.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Amortissement des immobilisations corporelles	214 \$	258 \$	(44)	-17 %	715 \$	771 \$	(56)	-7 %
Amortissement des actifs loués	22	25	(3)	-12 %	69	74	(5)	-7 %
Amortissement des immobilisations incorporelles	35	50	(15)	-30 %	106	152	(46)	-30 %
	271 \$	333 \$	(62)	-19 %	890 \$	997 \$	(107)	-11 %

5.4 RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT GLOBAL

Le troisième trimestre de la Société se solde par une perte nette et globale de 1,7 million de dollars, contre une perte nette et globale de 2,3 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent, en recul de 26 %. Au cumul à ce jour, l'exercice se solde par une perte nette et globale de 1,4 million de dollars, contre une perte de 5,5 millions de dollars pour la période correspondante de l'exercice précédent. Le recul des pertes pour le troisième trimestre et le cumul de l'exercice est attribuable à une majoration de 4,5 % des taux de facturation et à une plus grande utilisation du personnel. Ces augmentations ont fait monter la marge brute, ce qui cadre avec l'objectif que s'est donné la Société d'atteindre un résultat qui dépasse légèrement le seuil de rentabilité.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Résultat net et résultat global	(1 717) \$	(2 307) \$	590	-26 %	(1 392) \$	(5 512) \$	4 120	-75 %

5.5 TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DE LA TRÉSORERIE

La politique de gestion financière et de gestion de la trésorerie de CDC est présentée dans le *Rapport annuel 2017-2018*.

TRÉSORERIE ET PLACEMENTS

La trésorerie et les placements totalisent 25,2 millions de dollars au 31 décembre 2018, en hausse de 2,5 millions de dollars par rapport au 31 mars 2018.

Au 31 décembre 2018, le solde de trésorerie s'élève à 7,3 millions de dollars, en hausse de 3,4 millions de dollars, ou 85 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Au cours de la période de neuf mois qui a suivi le 31 mars 2018, la Société a généré 2,7 millions de dollars d'entrées de trésorerie liées aux activités opérationnelles, engagé 29 000 \$ de dépenses d'investissement, racheté 788 000 \$ de placements et dépensé 68 000 \$ pour s'acquitter de ses obligations locatives.

Au 31 décembre 2018, les placements (courants et non courants) totalisent 17,9 millions de dollars, en baisse de 859 000 \$ par rapport à la clôture de 2017-2018. La baisse est principalement attribuable au rachat de placements qui seront utilisés pour les opérations. Les placements sont composés d'actifs financiers non dérivés assortis de paiements déterminés ou déterminables et d'une échéance fixe. La Société investit actuellement dans des obligations cotées, des certificats de placement garanti et des fonds communs de placement, qui sont comptabilisés au coût et amortis selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les placements détenus satisfont aux exigences de la politique que le conseil d'administration a approuvée. La Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance.

CRÉANCES CLIENTS

Les créances clients se rapportent principalement à un des clients-partenaires de la Société, en l'occurrence le MDN. Au 31 décembre 2018, les créances clients se chiffrent à 23,5 millions de dollars, en hausse de 1,3 million de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette augmentation découle de l'échéancier de perception des créances auprès du MDN.

PASSIFS COURANTS

Les passifs courants totalisent 17,0 millions de dollars au 31 décembre 2018, en hausse de 1,0 million de dollars, ou 6 %, par rapport au 31 mars 2018. Cette augmentation est due principalement à un accroissement des dettes fournisseurs découlant de l'échéancier des paiements.

TRÉSORERIE ET RESSOURCES EN CAPITAL

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Trésorerie	7 336 \$	3 972 \$	3 364	85 %
Placements	17 870	18 729	(859)	-5 %
Trésorerie et placements	25 206	22 701	2 505	11 %
Créances clients	23 526	22 196	1 330	6 %
Passifs courants	16 993 \$	15 992 \$	1 001	6 %

5.6 AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société inscrit une obligation liée au coût estimé des congés de maladie pour ses salariés actifs, et des prestations de soins de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie pour ses retraités. Tous les trois ans, un actuaire établit cette estimation. Au 31 décembre 2018, la charge à payer au titre des congés de maladie et autres avantages du personnel s'élève à 34,9 millions de dollars, en hausse de 2,4 millions de dollars, ou 7 %, par rapport à la clôture de 2017-2018. Cette hausse rend compte de l'estimation actuarielle des prestations constituées pour l'exercice en cours, moins les prestations versées aux retraités.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	2 502 \$	2 502 \$	-	0 %
Partie non courante	32 359	29 963	2 396	8 %
Total des avantages du personnel	34 861 \$	32 465 \$	2 396	7 %

5.7 ACTIFS LOUÉS ET OBLIGATIONS LOCATIVES

La Société loue des appareils multifonctions pour la copie, la numérisation et la télécopie de documents. À la clôture du troisième trimestre, la valeur des actifs loués avait baissé de 73 000 \$, ou 31 %, par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018. Cette baisse est liée à une charge d'amortissement de 69 000 \$ ainsi qu'au retrait anticipé d'un appareil du service, donnant lieu à une diminution de 4 000 \$.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Actifs loués	162 \$	235 \$	(73)	-31 %

Les obligations locatives avaient diminué de 68 000 \$, ou 28 %, à la clôture du troisième trimestre par rapport à la clôture de l'exercice 2017-2018 en raison de paiements de 68 000 \$.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018	Variation	
			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>				
Partie courante	87 \$	96 \$	(9)	-9 %
Partie non courante	88	147	(59)	-40 %
Obligations locatives	175 \$	243 \$	(68)	-28 %

5.8 DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Les dépenses d'investissement de la Société ont totalisé 12 000 \$ au troisième trimestre, en baisse de 38 000 \$, ou 76 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. Pour le cumul de l'exercice, les dépenses d'investissement s'élèvent à 29 000 \$, en baisse de 275 000 \$, ou 90 %, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent. La baisse des deux périodes tient au fait que la Société privilégie désormais la prise en location d'appareils informatiques personnels pour ses employés au lieu d'en faire l'acquisition.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Variation		Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017	Variation	
			\$	%			\$	%
<i>(en milliers de dollars)</i>								
Immobilisations incorporelles	- \$	- \$	-	100 %	13 \$	2 \$	11	550 %
Matériel informatique	7	29	(22)	-76 %	7	147	(140)	-95 %
Mobilier et agencements	-	21	(21)	-100 %	6	83	(77)	-93 %
Améliorations locatives	5	-	5	100 %	5	72	(67)	100 %
	12 \$	50 \$	(38)	-76 %	31 \$	304 \$	(273)	-90 %

5.9 COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

De façon générale, les résultats réels de la Société pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2018 sont supérieurs aux projections du Plan d'entreprise (le « Plan »).

Les produits tirés des services facturés sont conformes aux projections du Plan.

Les frais de déplacement et décaissements et les montants recouverts à cet égard sont de 79 % supérieurs aux projections du Plan en raison des moments où sont engagés les frais de déplacement et les décaissements en lien avec le travail exécuté par la Société au nom du MDN.

Les produits financiers sont supérieurs aux projections du Plan en raison d'un rendement du capital investi supérieur aux attentes.

Les salaires et les charges sociales sont conformes aux projections du Plan.

Les charges opérationnelles et frais d'administration sont de 33 % inférieurs aux projections, en raison du calendrier d'engagement des frais de mise en œuvre de la stratégie de cybersécurité de la Société, et de l'échéancier des autres charges opérationnelles, notamment les charges de formation et de perfectionnement et les frais de déplacement.

La dotation aux amortissements est de 36 % inférieure aux projections en raison de la baisse des dépenses d'investissement.

Les dépenses d'investissement sont de 97 % inférieures aux projections, la Société ayant commencé à louer des appareils informatiques personnels pour son personnel au lieu d'en faire l'acquisition.

COMPARAISON DES RÉSULTATS AUX PROJECTIONS DU PLAN

(en milliers de dollars)	Réel	Plan	Variation	
			\$	%
Produits				
Services facturés	82 577 \$	82 966 \$	(389)	0 %
Frais de déplacement et décaissements recouverts	2 833	1 580	1 253	79 %
Placements	451	375	76	20 %
	85 861	84 921	940	1 %
Charges				
Salaires et charges sociales	77 306	76 375	931	1 %
Charges opérationnelles et frais d'administration	6 224	9 340	(3 116)	-33 %
Frais de déplacement et décaissements recouvrables	2 833	1 580	1 253	79 %
Dotation aux amortissements	890	1 397	(507)	-36 %
	87 253	88 691	(1 439)	-2 %
Résultat net et global	(1 392) \$	(3 771) \$	2 379	-63 %
Dépenses d'investissement	31 \$	862 \$	(831)	-96 %

**ÉTATS
FINANCIERS
INTERMÉDIAIRES
RÉSUMÉS
NON AUDITÉS**

DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des présents états financiers intermédiaires résumés non audités conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires à la préparation d'états financiers intermédiaires résumés non audités exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que toutes les autres informations fournies dans le présent rapport financier intermédiaire concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers intermédiaires résumés non audités.

À notre connaissance, les présents états financiers intermédiaires résumés non audités donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers intermédiaires résumés.



James S. Paul
Président et premier dirigeant



Juliet S. Woodfield, CPA, CA
Vice-présidente, Finances et Ressources humaines, et chef des finances

Ottawa, Canada
Le 28 février 2019

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Actif			
Trésorerie		7 336 \$	3 972 \$
Placements	7	2 000	2 178
Créances clients	13	23 526	22 196
Charges payées d'avance et autres actifs courants		1 425	2 339
Autres créances		1 844	1 954
Actifs courants		36 131	32 639
Placements	7	15 870	16 551
Immobilisations corporelles	9	923	1 623
Immobilisations incorporelles		160	252
Actifs loués		162	235
Actifs non courants		17 115	18 661
Total de l'actif		53 246 \$	51 300 \$
Passif			
Fournisseurs et dettes diverses		12 909 \$	13 394 \$
Produits différés	8	1 495	-
Partie courante des obligations locatives		87	96
Partie courante des avantages du personnel	10	2 502	2 502
Passifs courants		16 993	15 992
Obligations locatives		88	147
Avantages du personnel	10	32 359	29 963
Passifs non courants		32 447	30 110
Total du passif		49 440	46 102
Capitaux propres			
Capital-actions—autorisé : 1 000 actions ordinaires sans valeur nominale			
Capital émis : 32 actions ordinaires		-	-
Résultats non distribués		3 806	5 198
Total des capitaux propres		3 806	5 198
Total du passif et des capitaux propres		53 246 \$	51 300 \$

Passifs éventuels (note 14)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DU RÉSULTAT NET ET DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Produits tirés des services facturés		28 111 \$	24 591 \$	82 577 \$	73 294 \$
Frais de déplacement et décaissements recouvrés		991	940	2 833	1 768
Produits financiers		151	140	451	454
Total des produits		29 253	25 671	85 861	75 516
Salaires et charges sociales		27 232	24 573	77 306	72 061
Charges d'exploitation et frais d'administration	12	2 474	2 130	6 220	6 196
Frais de déplacement et décaissements		991	940	2 833	1 768
Amortissement des immobilisations corporelles	9	214	258	715	771
Amortissement des actifs loués		22	25	69	74
Amortissement des immobilisations incorporelles		35	50	106	152
Charges financières		2	2	4	6
Total des charges		30 970	27 978	87 253	81 028
Résultat net de la période et résultat global		(1 717) \$	(2 307) \$	(1 392) \$	(5 512) \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2018	– \$	5 523 \$	5 523 \$
Résultat net de la période		(1 717)	(1 717)
Solde au 31 décembre 2018	– \$	3 806 \$	3 806 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 30 septembre 2017	– \$	13 294 \$	13 294 \$
Résultat net de la période		(2 307)	(2 307)
Solde au 31 décembre 2017	– \$	10 987 \$	10 987 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2018	– \$	5 198 \$	5 198 \$
Résultat net de la période		(1 392)	(1 392)
Solde au 31 décembre 2018	– \$	3 806 \$	3 806 \$
	Capital-actions	Résultats non distribués	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017	– \$	16 499 \$	16 499 \$
Résultat net de la période		(5 512)	(5 512)
Solde au 31 décembre 2017	– \$	10 987 \$	10 987 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

ÉTAT INTERMÉDIAIRE RÉSUMÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Non audité

<i>(en milliers de dollars)</i>	Notes	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Résultat de la période		(1 717) \$	(2 307) \$	(1 392) \$	(5 512) \$
Ajustements de rapprochement du résultat net de la période aux flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles					
Charge au titre des avantages du personnel		967	730	2 901	2 191
Avantages du personnel versés		(179)	(224)	(505)	(430)
Amortissement des immobilisations corporelles	9	214	258	715	771
Amortissement des actifs loués		22	25	69	74
Amortissement des immobilisations incorporelles		35	50	106	152
Amortissement des primes d'investissement		18	21	71	74
Variation des éléments hors trésorerie du fonds de roulement					
Créances clients		2 185	(695)	(1 330)	(1 899)
Charges payées d'avance et autres actifs courants		(354)	46	914	130
Autres créances		13	63	110	578
Fournisseurs et dettes diverses		(77)	9	(485)	(1 802)
Produits différés		(64)	133	1 495	1 525
Flux de trésorerie nets liés aux activités opérationnelles		1 063	(1 891)	2 669	(4 148)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement					
Acquisition de placements		-	(1)	(898)	(259)
Rachat de placements		-	-	1 686	1 200
Acquisition d'immobilisations corporelles	9	(11)	(50)	(15)	(302)
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(1)	-	(14)	(2)
Perte à la cession d'actifs loués		4	-	4	-
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement		(8)	(51)	763	637
Flux de trésorerie liés aux activités de financement					
Remboursement d'obligations locatives		(26)	(24)	(68)	(72)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement		(26)	(24)	(68)	(72)
Diminution de la trésorerie au cours de la période		1 029	(1 966)	3 364	(3 583)
Trésorerie à l'ouverture		6 307	5 405	3 972	7 022
Trésorerie à la clôture		7 336 \$	3 439 \$	7 336 \$	3 439 \$

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers.

AVIS AUX LECTEURS

Les présents états financiers intermédiaires résumés n'ont pas fait l'objet d'un audit ni d'un examen de la part d'un auditeur externe et doivent être lus parallèlement avec les états financiers les plus récents pour l'exercice clos le 31 mars 2018 ainsi qu'avec le rapport de gestion figurant dans le présent rapport financier intermédiaire.

CONSTRUCTION DE DÉFENSE (1951) LIMITÉE

NOTES ANNEXES

Sauf indication contraire, tous les montants sont exprimés en milliers de dollars canadiens.

NOTE 1 : RÉSUMÉ DES POUVOIRS ET DES OBJECTIFS DE L'ENTREPRISE

Construction de défense (1951) Limitée (la « Société » ou « CDC ») a été constituée en 1951 en vertu de la *Loi sur les compagnies* en conformité avec les pouvoirs conférés par la *Loi sur la production de défense* et poursuit ses activités en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*. La Société a son siège au 350, rue Albert, Ottawa (Ontario), Canada. Société d'État mandataire nommée à la partie 1 de l'annexe III de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, la Société relève de la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement. La Société n'est pas assujettie à l'impôt sur le résultat.

La Société a pour mandat de fournir des services d'approvisionnement, de gestion de marchés de construction, de soutien professionnel et d'exploitation, ainsi que de fournir un soutien aux infrastructures tout au long de leur cycle de vie, pour assurer la défense et la sécurité du Canada. Depuis les tout débuts, les services de la Société s'adressent surtout, mais pas exclusivement, au ministère de la Défense nationale (le « MDN »). D'autres ministères et organismes publics jouant un rôle dans la défense et la sécurité du Canada peuvent aussi faire appel à ses services. Les produits des activités ordinaires proviennent de la facturation de frais en échange des services fournis.

NOTE 2 : MODE DE PRÉPARATION ET DE PRÉSENTATION

La Société a préparé les présents états financiers intermédiaires résumés conformément à la Norme comptable internationale IAS 34 *Information financière intermédiaire* publiée par l'International Accounting Standards Board (IASB) et à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Conformément à IAS 34, ces états financiers intermédiaires résumés ne comprennent pas toutes les informations à fournir dans des états financiers annuels et doivent être lus parallèlement avec les états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

Les états financiers intermédiaires résumés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) en vigueur au moment de leur préparation.

Les états financiers ont été établis au coût historique, sous réserve des exceptions autorisées par les IFRS et sauf indication contraire dans les présentes notes.

NOTE 3 : SOMMAIRE DES MÉTHODES COMPTABLES

Les présents états financiers intermédiaires résumés suivent les mêmes méthodes comptables et méthodes de calcul que celles décrites dans les notes des états financiers audités de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018, sauf pour l'application des nouvelles normes, modifications et interprétations comptables entrées en vigueur le 1^{er} janvier 2018, présentées plus loin à la note 5. Sauf indication contraire, les méthodes comptables ont été appliquées d'une manière uniforme à toutes les périodes visées.

NOTE 4 : ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Selon les méthodes comptables de la Société, la direction est appelée à poser des jugements et à formuler des estimations et des hypothèses concernant la valeur comptable des actifs et des passifs qu'elle ne peut facilement déterminer à partir d'autres sources. Les estimations et les hypothèses s'y rattachant sont fondées sur les antécédents ainsi que sur d'autres facteurs considérés comme pertinents dans les circonstances. Les résultats réels pourraient différer à terme des jugements, des estimations et des hypothèses ici retenus.

Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont révisées à intervalles réguliers. Les révisions d'estimations comptables sont comptabilisées au cours de la période où ces révisions sont apportées si ces révisions ont une incidence sur cette période uniquement, ou au cours de la période de révision et des périodes ultérieures si les révisions se répercutent sur les périodes courantes et subséquentes. Les jugements critiques et les principales sources d'incertitude relative aux estimations figurent dans les notes des états financiers annuels de la Société pour l'exercice clos le 31 mars 2018.

NOTE 5 : APPLICATION DE NORMES IFRS NOUVELLES ET RÉVISÉES

L'IASB et l'IFRS Interpretations Committee (IFRIC) ont publié certaines prises de position comptable dont les dates d'entrée en vigueur s'appliquent aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018. La Société a adopté les normes ci-après en date du 1^{er} avril 2018.

5.1 IFRS 9 INSTRUMENTS FINANCIERS

Pour la période écoulée close le 31 décembre 2018, la Société a appliqué IFRS 9 *Instruments financiers* (dans sa version révisée de juillet 2014). IFRS 9 présente de nouvelles règles relatives au classement et à l'évaluation des actifs financiers et des passifs financiers, à la dépréciation des actifs financiers et à la comptabilité de couverture. La présente section décrit ces nouvelles règles, ainsi que leur incidence sur les états financiers de la Société.

ACTIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 remplace par un seul modèle les modèles de classement et d'évaluation d'IAS 39 *Instruments financiers : comptabilisation et évaluation*. Dans ce modèle unique, les actifs financiers sont classés et évalués soit au coût amorti, soit à la juste valeur par le biais du résultat net (JVRN), soit encore à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global (JVAERG). Ce classement est fondé sur le modèle économique selon lequel s'effectue la gestion de l'actif financier ainsi que sur les caractéristiques des flux de trésorerie contractuels en cause. La norme fait disparaître les catégories précédentes d'IAS 39, à savoir « détenu jusqu'à l'échéance », « prêts et créances » et « disponible à la vente ». L'adoption d'IFRS 9 ne modifie pas la base d'évaluation des actifs financiers de la Société.

Sous IFRS 9, le calcul de la dépréciation des actifs financiers part d'un modèle fondé sur les pertes de crédit attendues, par opposition au modèle fondé sur les pertes de crédit subies d'IAS 39. IFRS 9 s'applique aux actifs financiers évalués au coût amorti et aux actifs contractuels, et demande de la Société qu'elle prenne en compte des facteurs comme des informations passées, courantes et prospectives au moment de calculer les pertes de crédit attendues. La Société a retenu l'approche simplifiée pour évaluer les pertes en fonction des pertes de crédit attendues sur la durée de vie des créances clients et autres débiteurs.

La Société ne prévoit pas subir de perte de crédit sur des actifs comme les créances clients, étant donné qu'elle tire l'ensemble de ses produits d'entités relevant du gouvernement du Canada. La Société a conclu que, en ce qui la concerne, aucune dépréciation des actifs financiers n'est requise en vertu d'IFRS 9. Elle réévaluera chaque année sa provision pour pertes sur crédit attendues.

PASSIFS FINANCIERS : CLASSEMENT ET ÉVALUATION

IFRS 9 présente les règles relatives au classement et à l'évaluation des passifs financiers de manière à rendre compte des variations de la juste valeur des passifs financiers désignés à la JVRN qui sont attribuables à des variations du risque de crédit de l'émetteur.

Les actifs financiers et les passifs financiers de la Société ont été classés, puis évalués dans le *Rapport annuel 2017-2018* au 31 mars 2018, selon les modalités suivantes

	Classement	Évaluation ultérieure
	Juste valeur par le biais du résultat net	Juste valeur par le biais du résultat net
Trésorerie		
Placements	Coût amorti	Coût amorti
Créances clients	Coût amorti	Coût amorti
Autres créances	Coût amorti	Coût amorti
Autres actifs courants	Coût amorti	Coût amorti
Dettes fournisseurs	Coût amorti	Coût amorti
Charges à payer	Coût amorti	Coût amorti

5.2 IFRS 15 PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES TIRÉS DE CONTRATS CONCLUS AVEC DES CLIENTS

Pour la période en cours, la Société a appliqué la norme IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La norme prescrit quand et comment les produits doivent être comptabilisés et exige des entités qu'elles fournissent des informations plus détaillées et utiles aux utilisateurs. La norme, qui remplace IAS 18 *Produits des activités ordinaires*, IAS 11 *Contrats de construction* ainsi que plusieurs interprétations portant sur les produits, s'applique à la quasi-totalité des contrats conclus avec des clients, sauf si les contrats relèvent du champ d'application d'autres IFRS, comme IFRS 16 *Contrats de location*.

IFRS 15 présente une méthode en cinq étapes pour la comptabilisation des produits. La Société a appliqué la norme selon l'approche rétrospective modifiée à la transition.

Selon le principe fondamental à la base d'IFRS 15, en vue de comptabiliser les produits des activités ordinaires, l'entité doit montrer quand les biens ou les services promis aux clients sont fournis et à quel montant de contrepartie l'entité s'attend à avoir droit en échange de ces biens ou services. Plus particulièrement, la norme propose un modèle de comptabilisation des produits

en cinq étapes, à savoir : identifier les contrats conclus avec un client, identifier les obligations de prestation prévues aux contrats, déterminer le prix de transaction, répartir le prix de transaction entre les obligations de prestation, et comptabiliser des produits lorsqu'une obligation de prestation est remplie.

Sous IFRS 15, la Société comptabilise les produits lorsqu'une obligation de prestation est remplie (ou à mesure qu'elle est remplie), c'est-à-dire lorsqu'il y a transfert au client du contrôle des biens et services visés par cette obligation de prestation.

La note 11 présente les méthodes comptables de la Société pour ses diverses sources de produits. Hormis le fait que la Société doit fournir plus d'informations sur les transactions génératrices de produits, l'application d'IFRS 15 n'a pas grande incidence sur la situation financière ou les résultats financiers de la Société, et aucun ajustement n'est nécessaire pour les périodes comparatives.

La Société a ventilé les produits tirés de contrats conclus avec des clients en plusieurs catégories, de manière à faire ressortir dans chaque cas la nature des services rendus. Voir à la note 11 la ventilation des produits des activités ordinaires.

NOTE 6 : NORME IFRS RÉVISÉE PUBLIÉE, MAIS NON ENCORE EN VIGUEUR

6.1 IFRS 16 CONTRATS DE LOCATION

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, IFRS 16 *Contrats de location*, en remplacement d'IAS 17 *Contrats de location*. La nouvelle norme exige que les contrats de location soient inscrits à l'actif ou au passif de l'état de la situation financière du preneur, elle vise une plus grande transparence et elle améliore la comparabilité entre les entreprises. La comptabilité du bailleur n'a pas changé par rapport à la pratique actuelle; il continue de classer ses contrats de location soit dans les contrats de location simple, soit dans les contrats de location-financement.

La norme s'applique aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019, l'application anticipée étant autorisée pour les sociétés qui appliquent également IFRS 15 *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*. La Société n'a pas l'intention d'appliquer IFRS 16 par anticipation. La Société est à évaluer les répercussions que pourrait avoir l'application de cette norme sur ses états financiers. Un examen préliminaire des contrats de location a permis d'en faire ressortir environ sept visant des locaux à bureaux, qui doivent être analysés. La Société a commencé cette analyse, qui se poursuivra tout au long de l'exercice 2018-2019.

NOTE 7 : PLACEMENTS

Les placements se composent d'obligations du Canada, de Provinces et de sociétés portant intérêt à des taux effectifs allant de 2,65 % à 4,92 % (taux d'intérêt nominaux allant de 2,85 % à 7,22 %), de certificats de placement garanti (CPG) à des taux de 1,8 % à 2,6 % ainsi que de fonds communs de placement à taux variables. Les échéances des obligations s'échelonnent de 2019 à 2031 et celles des CPG, de 2019 à 2023, et la Société a l'intention de détenir ces placements jusqu'à leur échéance. Les fonds communs de placement peuvent être liquidés à vue. Les valeurs comptables, évaluées au coût amorti et à la juste valeur de ces placements, sont présentées dans le tableau ci-après.

La juste valeur de ces placements peut être établie à partir : a) de cours (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques [niveau 1]; b) de données d'entrée autres que des cours relevant du niveau 1 qui sont observables directement (c.-à-d. des prix) ou indirectement (des données dérivées de prix) concernant l'actif ou le passif [niveau 2]; et c) de données d'entrée sur l'actif ou le passif ne reposant pas sur des données de marché observables (des données non observables) [niveau 3]. Comme la juste valeur des placements de CDC n'est pas établie à partir de données cotées sur un marché actif, elle est plutôt déterminée à partir de cours sur un marché hors cote décentralisé, ce qui relève du niveau 2 de la hiérarchie des justes valeurs.

La partie courante des placements est constituée d'instruments échéant à moins de un an.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Partie courante	2 000 \$	2 178 \$
Partie non courante	15 870	16 551
Total	17 870 \$	18 729 \$

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Valeur comptable au coût amorti		
Obligations		
du Canada	502 \$	504 \$
de Provinces	6 987	8 032
de sociétés	3 758	4 290
Total des obligations	11 247	12 826
Certificats de placement garanti	6 525	5 725
Fonds communs de placement	98	178
Total	17 870 \$	18 729 \$

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Juste valeur		
Obligations		
du Canada	516 \$	519 \$
de Provinces	7 140	8 283
de sociétés	3 886	4 423
Total des obligations	11 542	13 225
Certificats de placement garanti	6 929	5 744
Fonds communs de placement	98	178
Total	18 569 \$	19 147 \$

NOTE 8 : PRODUITS DIFFÉRÉS

Il y a comptabilisation de produits différés lorsque, à la date de clôture, la somme facturée pour les services rendus est supérieure aux droits demandés en application de contrats de services à forfait. Pour la période close le 31 décembre 2018, les produits différés s'élèvent à 1 495 \$, comparativement à néant au 31 mars 2018. Des différences temporaires peuvent se produire à l'égard de contrats de services à forfait au cours de périodes données de l'exercice financier, mais ces différences sont rapprochées et ramenées à néant avant la clôture de l'exercice.

NOTE 9 : IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Coût	6 955 \$	6 940 \$
Moins le cumul des amortissements	6 032	5 317
Valeur comptable nette	923 \$	1 623 \$
Valeur comptable nette par catégorie d'actifs		
Matériel informatique	713 \$	1 317 \$
Mobilier et agencements	193	240
Améliorations locatives	17	66
Valeur comptable nette	923 \$	1 623 \$

Les variations liées aux immobilisations corporelles sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Coût				
Solde au 31 mars 2018	4 497 \$	886 \$	1 557 \$	6 940 \$
Plus les entrées	7	4	6	17
Moins les sorties	2	-	-	2
Solde au 31 décembre 2018	4 502 \$	890 \$	1 563 \$	6 955 \$

Les variations liées au cumul des amortissements sont présentées dans le tableau suivant :

	Matériel informatique	Mobilier et agencements	Améliorations locatives	Total
Cumul des amortissements				
Solde au 31 mars 2018	3 180 \$	646 \$	1 491 \$	5 317 \$
Plus l'amortissement	609	51	55	715
Moins les sorties	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2018	3 789 \$	697 \$	1 546 \$	6 032 \$

Aucune perte de valeur n'a été observée au titre des immobilisations corporelles.

NOTE 10 : AVANTAGES DU PERSONNEL

AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI ET AUX AUTRES AVANTAGES DU PERSONNEL À LONG TERME

Les avantages postérieurs à l'emploi et autres avantages du personnel à long terme représentent l'obligation de la Société relative au coût estimé des congés de maladie de ses employés, ainsi que des prestations de santé, de soins dentaires et d'assurance-vie de son personnel retraité. Ce régime d'avantages sociaux n'est pas capitalisé et ne comporte pas d'actif, ce qui entraîne un déficit du régime qui équivaut à l'obligation au titre des prestations définies.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Partie courante des avantages du personnel	2 502 \$	2 502 \$
Partie non courante des avantages du personnel	32 359	29 963
Total des avantages du personnel	34 861 \$	32 465 \$

Les principales hypothèses actuarielles retenues sont présentées dans le *Rapport annuel 2017-2018*. La dernière évaluation actuarielle de la charge au titre des avantages du personnel remonte au 1^{er} avril 2017, et la prochaine est prévue pour avril 2020.

NOTE 11 : COMPTABILISATION DES PRODUITS

PRODUITS TIRÉS DES SERVICES FACTURÉS

La Société tire ses produits de la prestation de services de gestion des marchés, de planification de projets, d'approvisionnement et de gestion de biens immobiliers. Les produits sont comptabilisés une fois que les services sont rendus. La Société touche les paiements de ses clients selon un cycle de facturation mensuel conforme aux dispositions des accords sur les niveaux de service (ANS). Tous les ANS ont une durée équivalant à l'exercice financier, et ils sont renégociés et conclus chaque année en fonction de la nature du financement pour les clients. Au cours d'un exercice financier, les ANS peuvent être révisés et de nouveaux ANS peuvent être signés, s'il y a lieu.

Les ANS peuvent être liés à des honoraires fondés sur le temps engagé ou à des honoraires fixes (dits « à forfait »). En ce qui concerne les ANS fondés sur le temps, les clients et la Société conviennent d'un certain nombre d'heures de service que les membres du personnel de la Société fourniront au cours de l'exercice. Les services fournis au cours d'un mois donné sont facturés mensuellement au client à partir du temps réellement engagé et selon les taux de facturation convenus dans l'ANS en cause. En ce qui concerne les ANS à forfait, un montant fixe, convenu dans l'ANS, est facturé chaque mois au client. La plupart des ANS ont des modalités de paiement standards à 30 jours.

Étant donné que de nouveaux ANS sont conclus chaque année, il n'existe pas de passifs qui soient liés à des paiements anticipés reçus ni d'actifs liés à l'exécution de l'ANS avant la perception de paiements. Il n'existe aucun risque de mauvaises créances parce que, dans le cadre des ANS, la Société facture les services déjà rendus aux clients et que la *Loi sur la gestion des finances publiques* exige que les entités publiques s'acquittent de tous les services valides qui leur sont facturés.

La Société ne tire pas de produits de la vente de biens ni de la réception de dividendes ou de redevances.

11.1 FRAIS DE DÉPLACEMENT ET DÉCAISSEMENTS RECOUVRÉS

La Société recouvre, auprès des clients, les frais de déplacement et décaissements liés à la prestation de services dans le cadre des ANS. Il n'y a pas de majoration des coûts.

11.2 PRODUITS FINANCIERS

Les produits financiers sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement et la méthode du taux d'intérêt effectif.

11.3 LOCAUX

Conformément au protocole d'entente conclu entre le MDN et la Société, le MDN offre gratuitement au personnel de la Société des locaux à bureaux dans ses bases et escadres ainsi que dans d'autres installations appartenant au Ministère. Pour les cas où l'espace requis ne lui serait pas fourni, la Société établit ses taux de facturation horaires de manière à recouvrer ses frais de logement. Lorsque les frais de logement sont recouverts sous forme de coûts décaissés, ces décaissements sont portés en réduction du montant facturé.

11.4 VENTILATION DE L'INFORMATION SUR LES PRODUITS

Pour l'analyse des résultats de la Société, la direction considère les produits par région, par secteur d'activité et par type de contrat (honoraires fondés sur le temps ou à forfait). Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par source principale et par région.

Trimestre clos le
31 décembre 2018

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	2 330 \$	924 \$	277 \$	330 \$	155 \$	270 \$	4 286 \$
Québec	2 304	1 225	374	397	282	309	4 891
Capitale nationale	830	2 009	1 100	288	130	361	4 718
Ontario	3 329	1 281	316	486	649	446	6 507
Ouest	3 750	2 063	239	583	490	256	7 381
Siège social	35	–	1	39	253	–	328
Total des produits, par activité	12 578 \$	7 502 \$	2 307 \$	2 123 \$	1 959 \$	1 642 \$	28 111 \$

Période de neuf
mois close le
31 décembre 2018

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	6 827 \$	2 969 \$	814 \$	1 008 \$	503 \$	739 \$	12 860 \$
Québec	6 326	3 607	1 219	1 145	961	989	14 247
Capitale nationale	2 344	5 669	3 474	896	396	939	13 718
Ontario	10 110	3 844	873	1 493	1 886	1 219	19 425
Ouest	10 847	5 939	821	1 714	1 318	752	21 391
Siège social	114	–	2	56	766	(2)	936
Total des produits, par activité	36 568 \$	22 028 \$	7 203 \$	6 312 \$	5 830 \$	4 636 \$	82 577 \$

Trimestre clos le
31 décembre 2017

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	1 973 \$	995 \$	288 \$	294 \$	178 \$	287 \$	4 015 \$
Québec	2 165	983	384	273	207	288	4 300
Capitale nationale	602	1 681	846	325	146	280	3 880
Ontario	3 173	1 094	269	408	647	402	5 993
Ouest	3 223	1 531	300	447	387	250	6 138
Siège social	29	–	3	4	226	3	265
Total des produits, par activité	11 165 \$	6 284 \$	2 090 \$	1 751 \$	1 791 \$	1 510 \$	24 591 \$

Période de neuf
mois close le
31 décembre 2017

Région	Secteur d'activité						Total des produits, par région
	Gestion des marchés	Planification de projets	Soutien technique en matière de biens immobiliers	Approvisionnement	Soutien technique en matière de construction	Soutien technique en matière d'environnement	
Atlantique	6 409 \$	2 516 \$	1 039 \$	827 \$	503 \$	652 \$	11 946 \$
Québec	6 228	3 040	1 166	890	624	814	12 762
Capitale nationale	1 783	4 840	2 371	948	439	942	11 323
Ontario	9 352	3 158	780	1 121	2 012	1 218	17 641
Ouest	9 576	4 916	902	1 326	1 317	791	18 828
Siège social	96	1	17	27	651	2	794
Total des produits, par activité	33 444 \$	18 471 \$	6 275 \$	5 139 \$	5 546 \$	4 419 \$	73 294 \$

Le tableau ci-après ventile l'information sur les produits par région et par type de contrat.

Produit provenant des honoraires fondés sur le temps				
Région	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017
Atlantique		1 413 \$	4 088 \$	4 648 \$
Québec		1 228	3 290	3 694
RCN/Siège Social		4 871	14 167	11 566
Ontario		1 845	5 275	5 749
Ouest		1 644	4 890	5 268
Produits tirés de contrats fondés sur le temps		11 001 \$	31 710 \$	30 925 \$
Produits provenant des honoraires à forfait				
Région	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017
Atlantique	2 873 \$	2 393 \$	8 772 \$	7 298 \$
Québec	3 663	2 989	10 957	9 068
RCN/Siège Social	175	203	487	551
Ontario	4 662	4 075	14 150	11 892
Ouest	5 737	4 411	16 501	13 560
Produits tirés de contrats à forfait	17 110 \$	14 071 \$	50 867 \$	42 369 \$
Total des produits	28 111 \$	24 591 \$	82 577 \$	73 294 \$

NOTE 12 : CHARGES OPÉRATIONNELLES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017
Entretien des logiciels	497 \$	218 \$	1 176 \$	1 095 \$
Loyers	482	492	1 365	1 404
Honoraires professionnels	341	395	742	900
Formation et perfectionnement	313	300	864	775
Téléphonie et communications	224	226	597	683
Déplacements professionnels	178	171	416	375
Services, fournitures et matériel de bureau	70	65	184	199
Hébergement	66	58	148	132
Service client et communications	55	37	115	136
Mobilier et agencements	46	29	94	65
Réinstallation d'employés	41	35	95	138
Services infonuagiques	36	–	62	–
Location de matériel	28	10	60	(2)
Impression et papeterie	21	33	58	63
Logiciels	19	15	56	46
Abonnements et adhésions	18	5	48	35
Matériel informatique	15	25	49	103
Affranchissement et transport de marchandises	6	8	21	22
Recrutement	4	3	37	13
Autres	14	5	33	14
	2 474 \$	2 130 \$	6 220 \$	6 196 \$

NOTE 13 : TRANSACTIONS ET SOLDES AVEC DES PARTIES LIÉES

La Société est liée à tous les ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement du Canada selon le principe de la propriété commune. La Société conclut des transactions avec ces entités dans le cours normal des activités s'inscrivant dans son mandat. Ces transactions sont évaluées à la juste valeur, c'est-à-dire au montant réel de la contrepartie donnée ou reçue pour les services fournis. Pour le troisième trimestre de 2018-2019, les produits tirés des services facturés et les frais de déplacement et décaissements recouverts s'élèvent à 28 111 \$, contre 24 591 \$ pour le troisième trimestre de 2017-2018. Pour l'exercice à ce jour, soit en date du 31 décembre 2018, ces produits totalisent 82 577 \$, contre 73 294 \$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Ces produits sont tirés de la prestation de services au MDN (y compris à l'Agence de logement des Forces canadiennes), au Centre de la sécurité des télécommunications et à Services partagés Canada.

La Société a engagé des charges à l'égard d'autres ministères du gouvernement du Canada. Ces charges s'élèvent à 44 \$ pour le cumul de l'exercice 2018-2019 à ce jour, contre 61 \$ pour la période correspondante de 2017-2018.

	Au 31 décembre 2018	Au 31 mars 2018
Créances		
Ministère de la Défense nationale	21 445 \$	20 186 \$
Agence de logement des Forces canadiennes	1 758	1 702
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	262	210
Services partagés Canada	59	100
Services publics et Approvisionnement Canada	2	(2)
	23 526 \$	22 196 \$
Dettes		
Services partagés Canada	– \$	9 \$
Ministère de la Justice	–	130
	– \$	139 \$

13.1 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

Les principaux dirigeants sont les personnes (dont les administrateurs) ayant l'autorité et la responsabilité de la planification, de la direction et du contrôle des activités de l'entité, que ce soit de manière directe ou indirecte. La rémunération des principaux dirigeants de CDC est présentée dans le tableau ci-après.

	Trimestre clos le 31 décembre 2018	Trimestre clos le 31 décembre 2017	Période de neuf mois close le 31 décembre 2018	Période de neuf mois close le 31 décembre 2017
Avantages à court terme	993 \$	1 032 \$	2 756 \$	2 709 \$
Avantages postérieurs à l'emploi	112	122	363	317
Total	1 105 \$	1 154 \$	3 119 \$	3 026 \$

NOTE 14 : PASSIFS ÉVENTUELS

14.1 LITIGES

Le nombre et la valeur des actions en justice intentées à l'encontre de la Société aux termes de dispositions contractuelles illustrent bien les efforts que déploie la Société pour régler les différends contractuels. Au 31 décembre 2018, 11 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 9 715 \$. Au 31 mars 2018, 8 réclamations étaient en cours, pour une valeur totalisant 2 259 \$.

Conformément au protocole d'entente passé avec la Société, le MDN assume les risques juridiques et financiers associés aux réclamations découlant de marchés qu'elle a passés avec des tiers. La Société n'encourt donc aucun risque financier associé au règlement de ces réclamations contractuelles. Aussi la Société n'a-t-elle pas jugé opportun de constituer, dans ses états financiers, une provision à l'égard de litiges qui découleraient de marchés intervenus avec des tiers.